



Myopie politique

Le Ministère des transports coupe 200 millions de dollars pour le transport collectif au Québec. La myopie et une vision sociale individualiste gouvernent nos sociétés capitalistes avancées. Pour faire vite, nous sommes un peu moins de 10 millions de Québécois et Québécoises, 200 millions représente environ 20\$ par personne par année. Pendant ce temps, le permis de conduire a été réduit à 25\$ par année, alors qu'il devrait être de 65\$ pour financer le transport en commun. La voiture individuelle est la voie d'avenir qu'a choisie ce gouvernement. Pourtant, un troisième lien autoroutier ne fera qu'empirer les embouteillages et les heures perdues à respirer des CO2, sans parler des populations riveraines des autoroutes qui pourront développer le cancer et d'autres maladies respiratoires.

Nous manquons d'une vision sociale globale incluant la santé, l'environnement, le bien vivre, l'éducation et l'économie. Or, les arguments en faveur du transport collectif ne manquent pas : lutte aux changements climatiques, à la sédentarité, développement social

et économique, fluidité des villes et surtout santé pour les populations vulnérables qui n'ont pas de voiture et ont quand même besoin de se déplacer pour vivre.

De plus en plus, on abandonne sur le bord du chemin les personnes qui n'ont pas les moyens de suivre une cadence démentielle qui mène à l'endettement et au burn out. C'est un peu comme aux États-Unis, mais à volume réduit, la déshumanisation qui consiste à oublier l'autre, celui qui est extérieur à ma bulle, fait son chemin dans les esprits et les valeurs bourgeoises. Exit la grandeur d'âme qui fondent un sens et la profondeur de notre existence.

Déjà, certains considèrent que les sans-abris sont la résultante d'une loi naturelle et non la conséquence de l'implacable loi du marché qui les a mis à la rue. Mais il est vrai que la variable humaine est une considération qui pourrait nuire aux placements immobiliers. Une civilisation fondée sur l'égoïsme est vouée à disparaître sous la tyrannie de l'argent.

Devant l'abîme de la conscience vide et du cœur sec, privé d'empathie et d'intelligence,

l'humain devient quelque chose dont on peut disposer.

Au fond, l'homme blanc s'apprête à subir ce qu'il a fait aux autres peuples, d'ici et d'ailleurs, qu'on peut bombarder et massacrer sans haine puisque ce ne sont pas des êtres civilisés comme nous. C'est un drôle de retour du colonialisme interne et extérieur, subir la haine que nous avons semée, non pas de ceux et celles que nous avons maltraités, mais de nos propres bourreaux: technocrates et banquiers d'affaires, marchand d'armes et développeurs de logiciels servant au contrôle humain, qui maintenant se retournent contre nous pour l'entière domination de la planète et du genre humain. Ainsi s'exprime le contremaître :

« Respirez moins, travaillez plus. »
Yves Carrier

Dans ce numéro :	
Le Groenland n'est pas à vendre	2-5
La faillite hydrique	6-9
L'Europe : l'heure des choix	10-11
Cuba et Washington	12-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Groenland, ce morceau de glace qui obsède Donald Trump et qui nous concerne tous.



économiques : il a affirmé qu'après les « investissements » consacrés au maintien de l'OTAN au cours des dernières décennies, les États-Unis ont un droit sur ce territoire. Selon des chiffres mentionnés lors du Forum économique mondial de Davos le 22 janvier 2026, des sources non officielles indiquent que les dépenses cumulées depuis la création de l'Alliance, il y a 75 ans, s'élèvent à 22 000 milliards de dollars.

Avant d'expliquer les causes possibles de l'obsession de Trump, il convient

Other News, 27 janvier 2026

Par María Vergara* – Diario Red

Ce qui est en jeu au Groenland, ce n'est pas seulement un morceau de glace ou une bande de terre isolée : c'est l'avenir du climat, de l'eau douce, de la souveraineté des peuples autochtones et du droit collectif à un monde habitable.

Ces derniers mois, les États-Unis ont été à l'origine d'une escalade que de nombreux analystes politiques qualifient de début d'une nouvelle recolonisation. Lorsqu'on parle de recolonisation, on a tendance à la limiter à l'Amérique latine, mais la réalité est plus vaste : ce processus touche également l'Amérique du Nord. L'incrédulité mondiale est considérable. Le Groenland a été l'épicentre du débat ces dernières semaines en raison de l'obsession de longue date du président américain pour ce territoire, au point de le qualifier de simple morceau de glace. Pour justifier son intérêt, le président a invoqué des arguments

d'aborder les caractéristiques spécifiques de cette région. Un fait souvent négligé lorsqu'on parle de l'Arctique est que le Groenland, ou Kalaallit Nunaat pour les peuples autochtones, est un territoire habité par 56 000 personnes, dont environ 80 % sont d'origine inuit. Les Inuits constituent une population autochtone arctique et subarctique très bien adaptée, qui englobe le Kalaallit Nunaat, l'Inuit Nunangat au Canada, l'Alaska et la péninsule de Tchoukotka en Sibérie. *Kalaallit Nunaat* signifie « le pays des Kalaallit » et fonctionne aujourd'hui comme une société multiethnique dotée de ses propres institutions et d'une autonomie politique croissante.

L'environnement physique du Groenland est un élément crucial du système climatique mondial : la fonte de ses glaces contribue à l'élévation du niveau de la mer et aux inondations côtières dans diverses régions du globe.

Sur les plans écologique et économique, l'Arctique, région où se situe le Groenland, abrite l'un des plus importants stocks de poissons au monde. Le réchauffement des eaux tropicales et tempérées entraîne la migration d'espèces d'importance commerciale vers des latitudes plus élevées, augmentant ainsi le potentiel de la pêche dans la région. Cette dynamique renforce l'intérêt des États et des entreprises pour le contrôle des zones maritimes arctiques et des nouvelles routes de navigation.

Le différend politique international n'est pas récent. L'Union européenne a proposé la création d'un régime international spécifique pour l'Arctique, mais les États arctiques ont réagi par la *Déclaration d'Ilulissat* (2008), défendant une position clairement souverainiste et bloquant l'entrée de l'UE en tant que membre observateur du Conseil de l'Arctique en 2009. Parallèlement, des organisations telles que Greenpeace ont lancé des campagnes transnationales comme « *Sauvons l'Arctique* » pour exiger la création d'un sanctuaire écologique dans les eaux internationales.

Les impacts du réchauffement arctique sont déjà bien documentés par la science. De nombreuses études montrent que l'écosystème arctique se réchauffe plus de deux fois plus vite que la moyenne mondiale, affectant systématiquement d'autres régions de la planète. La fonte des glaces continentales est associée à l'élévation du niveau de la mer, à la modification des régimes de précipitations et à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes dans l'hémisphère Nord. Les modèles climatiques établissent un lien entre le recul de la banquise et des étés plus nuageux et plus

humides en Europe, ainsi qu'avec des températures plus élevées dans l'est des États-Unis et l'ouest du Canada. Entre 2007 et 2012, l'Europe a connu six étés consécutifs avec des précipitations supérieures à la moyenne, une tendance que certains modèles attribuent à des perturbations d'origine arctique. D'autres prévoient une probabilité accrue de fortes pluies aux hautes latitudes, en Méditerranée et en Asie centrale.

Le recul des glaces modifie la trajectoire des tempêtes, engendrant des systèmes plus intenses dans les zones tempérées. L'ouragan Sandy, en 2012, a longé la côte est de l'Amérique du Nord après un été marqué par des records historiques de fonte de la banquise arctique, relançant le débat sur les liens indirects entre les deux phénomènes.

La réduction de la banquise océanique favorise également de nouvelles activités extractives qui menacent des écosystèmes vierges. Le transport maritime, la pêche industrielle, l'extraction d'hydrocarbures et l'exploration sismique accroissent les risques liés au carbone noir, aux marées noires, aux combustibles lourds, à la dégradation des habitats et à la pollution sonore. À cela s'ajoute le changement climatique induit par la combustion des combustibles fossiles extraits de l'Arctique.

Depuis 2008, le différend territorial s'est intensifié suite à la découverte de réserves stratégiques de pétrole, de gaz naturel et de minéraux critiques, ainsi qu'à l'ouverture possible de nouvelles routes maritimes – la route maritime du Nord et le passage du Nord-Ouest – qui pourraient remodeler le commerce mondial pour la Russie et la Chine.



Depuis 2022, la Russie a intensifié son utilisation de la Route maritime du Nord pour acheminer du pétrole et du gaz vers la Chine, suite aux sanctions imposées en raison de la guerre en Ukraine qui l'ont coupée de ses anciens clients européens. En 2024, la Russie et la Chine ont mené leur première patrouille conjointe dans les eaux arctiques, témoignant d'une coopération stratégique qui dépasse le cadre militaire. Cet intérêt coïncide avec une transformation accélérée de l'Arctique, conséquence de la crise climatique, la région se réchauffant environ quatre fois plus vite que la moyenne mondiale. La banquise se réduit rapidement et, tandis que la communauté scientifique alerte sur ses conséquences dévastatrices pour les écosystèmes et les populations qui en dépendent, divers acteurs économiques voient dans le recul des glaces de nouvelles opportunités dans des secteurs tels que l'exploitation minière et le transport maritime.

En effet, deux routes auparavant impraticables sont désormais accessibles à la navigation saisonnière dans l'Arctique : la route maritime du Nord, le long des côtes septentrionales de la Russie, et le passage du Nord-Ouest, qui longe la côte arctique de l'Amérique du Nord. Depuis la fin des années 2000, ces deux routes sont pratiquement libres de glace durant les périodes estivales les plus propices, ce qui en fait des alternatives viables pour le transport maritime commercial.

La route maritime du Nord réduit le trajet entre l'Asie et l'Europe à environ deux semaines, soit presque la moitié du temps nécessaire pour traverser le canal de Suez, et bien que l'Union soviétique l'ait utilisée à des fins logistiques internes, ses risques et difficultés l'ont tenue à l'écart du commerce mondial jusqu'à ce que, vers les années 2010, le dégel élargisse son accessibilité.

Le passage du Nord-Ouest a connu une revitalisation similaire, passant de quelques traversées annuelles seulement au début des années 2000 à 41 en 2023, confirmant ainsi sa viabilité croissante pour le transport maritime. Bien que ces deux corridors représentent des opportunités économiques pour les États et les entreprises, les scientifiques et les organisations environnementales mettent en garde contre les risques importants que l'ouverture de routes commerciales dans un écosystème extrême, isolé et extrêmement vulnérable fait peser sur la biodiversité, les communautés locales et la stabilité climatique mondiale.

Cependant, la montée en puissance de la Russie et de la Chine dans l'Arctique est loin d'être négligeable et permet de comprendre l'obsession de Donald Trump pour le Groenland et la région en général. Il ne s'agit pas seulement de voies maritimes ou de présence militaire : l'Arctique et l'Antarctique recèlent des ressources physiques stratégiques pour toute puissance aspirant à maintenir son hégémonie au XXI^e siècle.

Les calottes glaciaires et les glaciers recouvrent environ 11 % de la surface terrestre, tandis que les régions de pergélisol arctique et subarctique en représentent environ 25 %. Ensemble, ces systèmes stockent près de 70 % des réserves d'eau douce de la planète.

De toute évidence, dans un contexte de crise climatique, de stress hydrique mondial et de concurrence géoéconomique, le contrôle de la dernière grande réserve d'eau douce gelée n'est pas un geste irrationnel du point de vue de la logique impériale américaine : il s'agit d'une stratégie de puissance à long terme. En ce sens, l'insistance de Trump sur le Groenland cesse d'apparaître comme un simple caprice et s'inscrit dans un différend géostratégique où la disponibilité et le contrôle de l'eau revêtent une importance nationale.

Ce qui est en jeu au Groenland, ce n'est pas seulement un morceau de glace ou un coin reculé de la planète : c'est l'avenir du climat, de l'eau douce, la souveraineté des peuples autochtones et le droit collectif à un monde habitable. La rhétorique américaine qui entoure le contrôle de l'Arctique sous couvert de sécurité et de commerce est, au fond, l'expression contemporaine d'une vieille logique coloniale qui s'obstine à transformer des territoires stratégiques en marchandises et à militariser des écosystèmes entiers au nom du progrès. À mesure que les glaciers fondent et que les routes commerciales s'ouvrent, les grandes puissances accélèrent la course à un enjeu qui ne sera utile que si l'on ignore l'inévitable réalité : il n'y aura ni commerce ni sécurité sur une planète morte. Par conséquent, discuter de l'Arctique n'est pas un exercice technique : c'est une lutte politique urgente où la défense du climat et des peuples qui l'habitent doit primer sur les intérêts de tout pays.

Le différend concernant le Groenland, ou Kalaallit Nunaat (pour employer une terminologie moins coloniale), comme tant d'autres, ne se résoudra pas par la

voie diplomatique, mais par notre résistance, en tant que peuple, à la voracité impériale et par notre capacité à résister. Si nous voulons une planète habitable, nous devons choisir notre camp.

Références:

Solis, JJ, & Menjivar, CAP (2020). Géopolitique et environnement : impact du changement climatique et des intérêts géopolitiques dans l'Arctique. Relations internationales, 93(1), 83-111.

Minor, K., Jensen, ML, Hamilton, L. et al. L'expérience dépasse la prise de conscience du changement climatique anthropique au Groenland. Nat. Air Conditioning. Chang. 13. 661-670 (2023).

Conseil de l'Arctique. (sf). Le Conseil de l'Arctique.

La Chine comme acteur de la mer du Nord : une voie alternative – Institut de politique de sécurité et de développement. (30 juillet 2024). Institut de politique de sécurité et de développement.

**María Vergara a étudié la biologie à la Faculté des sciences (FC) de l'UNAM ; elle est une militante de Science pour le peuple, section mexicaine et déléguée de l'Internationale antifasciste.*



L'eau de la planète au bord de la rupture: Que signifie la faillite hydrique dont nous met en garde l'ONU ?

Other News, 22 janvier 2026

**Par Patricia Ruiz Guevara* – El Confidencial—
Madrid**

Nous vivons au-delà de nos ressources en eau, et de nombreuses régions ont atteint un point de non-retour. Un nouveau rapport intensifie le débat sur cette urgence mondiale et ses conséquences économiques et sociales.

La planète a atteint ses limites et, dans de nombreux endroits, il n'y a plus de retour en arrière possible : un rapport de l'ONU marque le début d'une ère de pénurie d'eau mondiale. Jusqu'à présent, des alertes avaient été lancées concernant [les zones en situation de stress hydrique](#), et l'attention s'était concentrée sur la crise de l'eau. Mais les données de l' [étude publiée aujourd'hui](#) démontrent que cette approche est insuffisante. La surexploitation continue de l'eau sur Terre a entraîné des pertes irréversibles pour un nombre croissant d' [écosystèmes](#), des écosystèmes qui seront incapables de retrouver leurs niveaux historiques.

L'emploi du terme « faillite » n'est pas fortuit. L'analyse s'appuie sur des considérations financières car les réserves planétaires s'épuisent : de nombreuses régions ont non seulement consommé bien plus que leurs ressources annuelles renouvelables en eau provenant des rivières, [des sols et du manteau neigeux](#), mais elles ont également épuisé leurs réserves à long terme constituées d'aquifères, de glaciers, [de zones humides et autres réservoirs naturels](#). La perte de ces ressources

engendre des coûts et a un impact direct sur l'économie. Le coût annuel actuel de la sécheresse dans le monde s'élève à 307 milliards de dollars.

L'impact n'est pas seulement économique. Les systèmes hydriques sont interconnectés par le commerce, les migrations et la géopolitique, et les conséquences de leur raréfaction ou de leur disparition affectent notre quotidien et le tissu même de la société. Il est important de souligner que la grande majorité des problèmes d'eau actuels sont [d'origine humaine](#), et que nous en subissons directement les conséquences. À l'échelle mondiale, 4 milliards de personnes sont confrontées à une grave pénurie d'eau pendant au moins un mois par an. L'Institut de l'Université des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH) appelle aujourd'hui à une refonte urgente de l'agenda mondial de l'eau.

Pas d'équilibre hydrique

L'épuisement chronique des nappes phréatiques, la surexploitation de l'eau, la dégradation des terres et des sols, [la déforestation et la pollution, sans oublier le réchauffement climatique, constituent autant de facteurs qui contribuent à](#) une situation critique. Ce contexte n'est pas nouveau, mais la situation est devenue critique. « La conclusion la plus alarmante est que nous entrons dans une ère de pénurie d'eau.

Cela signifie à la fois insolvabilité et irréversibilité : dans un nombre croissant de bassins et d'aquifères, le système perd sa capacité à retrouver son état historique », a expliqué Kaveh Madani, directeur de l'UNU-INWEH et principal auteur du rapport « *Pénurie mondiale d'eau : vivre au-delà de nos ressources hydrologiques à l'ère post-crise* », basé sur un article [publié dans la revue *Water Resources Management*](#), au journal *El Confidencial*.

« La portée mondiale du terme "faillite" doit être abordée avec prudence : tous les systèmes ne sont pas dégradés de la même manière », précise Leticia Baena, chercheuse au Département Eau et Changement Global de l'Institut géologique et minier d'Espagne (IGME-CSIC), au [Science Media Center \(SMC\)](#). Selon Ana Allende, professeure de recherche au CSIC, spécialiste de la sécurité alimentaire et de la qualité de l'eau, le parallèle avec la faillite permet de comprendre qu'« il ne s'agit pas d'un problème temporaire ou réversible, mais bien du résultat de décennies de surexploitation de nos ressources en eau, d'une consommation excessive de capital naturel – rivières, zones humides, aquifères, sols et glaciers – à un niveau qui ne nous permet plus de retrouver les conditions d'antan. »

Dans nombre de ces cas, il s'agit de zones irrémédiablement compromises. [Les nappes phréatiques](#) compactées ne se reconstituent pas, les deltas submergés ne remontent pas et les zones humides disparues ne réapparaissent pas, explique Baena. Si toutes les régions ne sont pas confrontées à une pénurie d'eau, elles sont suffisamment nombreuses pour que le risque devienne mondial.

Ce point de non-retour implique que nous devons également changer notre façon d'appréhender cette situation, car « nous ne gérons plus seulement des

crises temporaires, mais une maladie chronique qui fait suite à la crise », souligne Madani. Un tel changement ne se limite pas à l'environnement ; « il peut remodeler la sécurité alimentaire, la santé, l'économie et la stabilité », insiste le directeur auprès d'El Confidencial.

L'agence onusienne met également en lumière [certaines zones critiques](#) qui requièrent une attention particulière. C'est le cas, par exemple, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où les problèmes liés à l'eau (vulnérabilité climatique, tempêtes de sable et de poussière, etc.) sont aggravés par des contextes politiques et économiques complexes. De même, certaines régions d'Asie du Sud, où l'agriculture et l'urbanisation, dépendantes des eaux souterraines, ont entraîné une baisse chronique des nappes phréatiques et des affaissements de terrain. Le rapport indique que 2 milliards de personnes vivent dans des zones à risque d'affaissement de terrain à travers le monde.

L'Espagne au cœur de la pénurie d'eau

L'Europe a longtemps été perçue comme une région moins vulnérable, mais elle n'est pas pour autant à l'abri. « Ce n'est pas un point chaud classique, mais elle souffre d'une faillite silencieuse : surexploitation chronique des aquifères méditerranéens, intrusion d'eau salée sur les côtes, pollution par les nitrates, dépendance croissante aux eaux souterraines en période de sécheresse et affaissement des sols dans les zones urbaines et agricoles », explique Baena au SMC.

Dans le cas de l'Espagne, des régions comme le bassin méditerranéen et le sud du pays sont confrontées [depuis des années à des ressources en eau plus limitées et à des sécheresses plus fréquentes](#) . Selon l'étude « [Changements climatiques 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité](#) » du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la région méditerranéenne est particulièrement vulnérable aux conséquences des changements climatiques sur les ressources en eau.

Mais elle n'est pas la seule. La péninsule Ibérique est l'une des régions d'Europe les plus touchées par la sécheresse, [selon les données de l'Observatoire européen de la sécheresse](#) du Centre commun de recherche de la Commission européenne.

La surexploitation et l'épuisement des aquifères constituent un problème particulièrement grave dans le sud-est de l'Espagne, a déclaré José Luis García, chercheur au département Eau et Changement global de l'IGME (Institut géologique espagnol), à SMC. « Le rapport se concentre sur les aspects quantitatifs, mais la situation devient encore plus critique si l'on tient compte de la [détérioration de la qualité de l'eau](#) . L'échéance [de la Directive-cadre sur l'eau], après deux prolongations, est fixée à 2027, et l'inquiétude est grande car on ignore comment résoudre ce problème », a-t-il révélé. À l'échelle mondiale, 70 % des aquifères connaissent un déclin à long terme.

La vie telle que nous la connaissons

Si certains systèmes ont atteint un point de non-retour et que d'autres sont au bord

de l'effondrement si nous n'agissons pas, cela pourrait-il bouleverser notre mode de vie ? C'est déjà le cas, et la situation ne fera qu'empirer. « Lorsqu'une crise de l'eau survient, les restrictions ponctuelles cèdent la place à des limitations permanentes : hausse des coûts, baisse de la fiabilité et difficultés croissantes à obtenir des compensations chaque année », a déclaré Madani à El Confidencial.

L'agriculture est un exemple flagrant dont l'impact direct sur notre quotidien est [aisément](#) imaginable. Comme l'explique l'expert, si un bassin versant dépend fortement de nappes phréatiques en voie de raréfaction, l'agriculture ne peut plus fonctionner comme avant, et les conséquences socio-économiques s'envolent. « Les terres peuvent devenir stériles, les emplois se transforment et les prix des denrées alimentaires deviennent plus instables. Dans certaines régions du monde, cela peut se traduire par la famine, des migrations forcées, des tensions, voire des conflits », souligne-t-il. À l'échelle mondiale, la salinisation à elle seule endommage 100 millions d'hectares de terres agricoles.





prélèvements d'eau douce, [protéger les eaux souterraines](#) et les écosystèmes, et mettre en œuvre un plan crédible et équitable pour l'agriculture, secteur où se concentrent la plupart des prélèvements. »

Que l'on vive ou non dans une région

Une fois de plus, notre mode de vie actuel n'est pas le seul touché. Nous en revenons à l'impact environnemental et au point de non-retour redouté : l'affaissement des sols, les dolines, [la fonte des glaciers](#), l'assèchement des lacs et la disparition des espèces sont irréversibles à l'échelle humaine. Les générations futures pourraient connaître une planète bien différente de celle que nous habitons.

S'adapter à la nouvelle réalité

Après tant de mauvaises nouvelles et d'avertissements, la question inévitable est : que faire maintenant ? « Reconnaître la gravité de la situation actuelle n'implique pas nécessairement la résignation, mais devrait inciter à une action plus décisive face à la crise climatique et au développement incontrôlé de l'utilisation des ressources », déclare Jordi Catalán, professeur de recherche au Centre de recherche écologique et d'applications forestières ([CREAF](#)) du CSIC.

L'ONU exhorte les dirigeants mondiaux à faciliter « une adaptation honnête et fondée sur la science à une nouvelle réalité ». Interrogé sur les mesures que devraient prendre les entreprises et les décideurs, Madani suggère : « Il faut se concentrer sur les leviers essentiels : réduire les fuites, réutiliser l'eau lorsqu'elle remplace réellement les

touchée par [le stress hydrique](#), ses conséquences nous affectent tous et peuvent se traduire par des hausses de prix alimentaires, d'électricité ou par des répercussions sur la stabilité économique. Avoir de l'eau aujourd'hui ne nous met pas à l'abri des difficultés futures.

De notre propre point de vue, nous pouvons aussi contribuer. « Soutenons les politiques qui protègent l'eau comme un bien commun : une comptabilité transparente de l'eau, des limites à la surconsommation, la lutte contre la pollution et des réglementations équitables en cas de sécheresse ; et réduisons le gaspillage d'eau et de nourriture », encourage Madani. Car, comme le rappelle le chercheur, l'eau est une question qui transcende les frontières politiques : « Elle appartient au Nord comme au Sud, à la gauche comme à la droite. »

**Patricia Ruiz Guevara, journaliste scientifique et technologique spécialisée dans l'IA.*



L'Europe : L'heure des définitions

Other News, 26 janvier 2026

Éditorial / Analyse – La Jornada, Mexico

La Stratégie de défense nationale pour 2026, publiée vendredi par le Pentagone, établit comme priorités « la défense du territoire national et la dissuasion de la Chine », tandis que les alliances et les partenaires doivent « prendre l'initiative contre les menaces moins graves pour nous, mais plus graves pour eux, avec un soutien crucial, mais plus limité, des États-Unis », un message qui, en Europe, est interprété comme un retrait de Washington de la stratégie visant à contenir la Russie, considérée dans le document comme une menace « persistante mais gérable ».

Après cinq années de trumpisme, le remplacement de l'impérialisme transatlantique par l'unilatéralisme américain n'a pas pris au dépourvu les dirigeants du vieux continent. De fait, jeudi 22, l'Union européenne a tenu un sommet d'urgence pour réévaluer ses relations avec les États-Unis et se préparer aux nouvelles crises engendrées par la conception particulière des relations internationales prônée par Trump.

Ces derniers jours, le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Friedrich Merz ont tous deux reconnu la nécessité d'élaborer des stratégies de défense indépendantes de Washington, admettant que près de huit décennies de gestion conjointe d'une zone d'influence mondiale, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, sont révolues. Cependant, tout en reconnaissant leur isolement géopolitique, les dirigeants européens redoublent d'obsession pour l'élimination de la Russie en tant que puissance souveraine. Le problème pour



(La déesse Europa, fuyant pour sa vie)

l'Europe est qu'elle ne peut formuler une politique indépendante des États-Unis tant qu'elle est en guerre contre Moscou, et qu'elle ne peut affronter la Russie sans le parapluie nucléaire et l'armement américains. Bruxelles et Londres doivent choisir entre deux objectifs inconciliables.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut remonter à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, la subordination de leur défense et d'une grande partie de leur politique étrangère à Washington a permis à l'Europe capitaliste de bâtir des États-providence robustes : tandis que les États-Unis gaspillaient des ressources quasi illimitées dans la course aux armements avec l'Union soviétique, les puissances européennes mettaient en place des systèmes sans précédent d'éducation, de santé, de logement et de sécurité sociale, grâce auxquels l'économie de marché a pris un visage humain qui a diminué l'attrait du socialisme et enterré, pensait-on, à jamais, la combinaison d'inégalité et de haine de la différence d'où était né le fascisme.

Aujourd'hui, cette logique est absurde : les États-providence ont été érodés au point d'être méconnaissables par la progression graduelle mais constante du néolibéralisme, et la délégation des dépenses de défense ne représente plus aucune économie lorsque Donald Trump contraint ses partenaires à consacrer une part irrationnelle de 5 % de leur produit intérieur brut aux dépenses militaires. Dans ce nouveau contexte, Bruxelles est confrontée à un dilemme : soit elle abandonne la politique d'endiguement de la Russie, soit elle achève la destruction en cours des États-providence pour alimenter la machine de guerre, sans aucune garantie de victoire sur le champ de bataille qu'elle s'apprête à engager.

La montée de la rhétorique et des partis d'extrême droite à travers l'Europe préfigure clairement les conséquences d'un choix abusif : l'hyper concentration des richesses, l'érosion des droits sociaux fondamentaux et les inégalités poussent la majorité dans les bras des fascistes (l'euphémisme : « populistes de droite »), dont la tactique consiste à faire des minorités les boucs émissaires des maux engendrés par le capitalisme. Dans la première moitié du XXe siècle, les phobies occidentales visaient les Juifs ; aujourd'hui, elles s'attaquent aux immigrés non blancs et aux musulmans, mais la dynamique reste la même, et le seul moyen d'enrayer cette marche vers l'abîme est de rétablir le bien-être des classes laborieuses avant que leurs griefs légitimes ne soient exploités par des politiciens et des hommes d'affaires sans scrupules.

Les ressources nécessaires existent, et il est évident où les trouver : il suffit d'annuler les réductions d'impôts désastreuses pour les ultra-riches et d'utiliser judicieusement les fortunes actuellement consacrées à la guerre et à sa préparation. Cette dernière condition exige une coexistence pacifique avec Moscou, ce qui implique d'abandonner l'expansion de l'OTAN vers l'Est – un engagement pris par l'Occident lors de l'effondrement de l'URSS. À cet égard, il est important de rappeler que l'invasion de l'Ukraine a été motivée par l'insistance de l'ancien président américain Joe Biden et de ses partenaires européens à franchir une ligne rouge explicite en incluant Kiev dans le pacte anti-russe. Si l'Europe renonçait à cette illusion impériale, pour laquelle elle ne peut même plus compter sur le soutien de Washington, elle retrouverait un marché important, son fournisseur d'énergie le plus fiable et le moins cher, et dégagerait le budget indispensable pour protéger les démocraties libérales de la menace néofasciste.



Pourquoi Cuba figure-t-elle à nouveau à l'agenda des changements de régime de Washington ?

Par Sahasranshu Dash* – Voix du monde*

Other News, 26 janvier 2026

Avec la neutralisation effective du Venezuela en tant qu'adversaire régional, Cuba est redevenue la prochaine cible non résolue de la puissance américaine dans l'hémisphère occidental. Pour l'administration Trump, il s'agit d'un problème ancien et non résolu : un défi persistant à l'autorité américaine dans l'hémisphère, à seulement 145 kilomètres des côtes de Floride. En réponse à l'opération militaire américaine qui a permis la capture de Nicolás Maduro début janvier, le président Trump a publiquement promis de couper les approvisionnements en pétrole vénézuélien et le soutien financier à Cuba, et a averti La Havane de « conclure un accord... avant qu'il ne soit trop tard », accentuant ainsi la pression sur une économie déjà fragile.

Cette chronologie est importante. Les revenus pétroliers, les circuits financiers et l'élite dirigeante du Venezuela ont été systématiquement attaqués, réduisant drastiquement la capacité de l'État à fonctionner de manière indépendante. Cuba est aujourd'hui confrontée à une stratégie similaire, adaptée à sa taille et à ses vulnérabilités. Contrairement au Venezuela, l'île ne dispose pas de revenus importants tirés des matières premières et dépend depuis longtemps d'accords extérieurs pour pallier les pénuries. Cette dépendance rend la situation actuelle particulièrement dangereuse.

La vulnérabilité actuelle de Cuba distingue cette phase de confrontation des cycles de pression précédents. L'île traverse sa crise économique la plus grave depuis des décennies. L'inflation, toujours

élevée, érode le pouvoir d'achat et rend les produits de première nécessité inabordable pour la population. Les recettes touristiques et les entrées de devises ont chuté, et les coupures de courant quotidiennes sont désormais monnaie courante en raison des pénuries de carburant et du vieillissement du réseau électrique. Il ne s'agit pas simplement d'un ralentissement de la croissance économique. Cuba a perdu le fragile équilibre qui lui permettait autrefois de gérer les pénuries sans pour autant engendrer une prospérité généralisée ni des troubles sociaux.

La crise énergétique et ses conséquences

Pendant des années, le Venezuela a financé le système énergétique cubain. À son apogée, La Havane importait quotidiennement [entre 50 000 et 55 000 barils de pétrole brut vénézuélien subventionné, alors que les besoins nationaux s'élevaient à environ 110 000 barils par jour](#). Ces approvisionnements dépassant les besoins immédiats de raffinage du pays, Cuba pouvait [réexporter une partie de ce pétrole](#). Cet accord, souvent passé sous silence dans le débat public, a joué un rôle crucial dans la stabilisation de la balance des paiements, en échange de services médicaux, d'une coopération en matière de renseignement et d'un soutien politique.

Ce système n'a pas rendu Cuba prospère, mais il lui a permis de gérer sa crise chronique. L'arbitrage énergétique a contribué à financer les importations, à stabiliser le peso et à fluidifier les chaînes d'approvisionnement, ce que la production nationale n'a pas permis.

Avec la chute du régime Maduro et le blocage des flux pétroliers vénézuéliens, cette bouée de sauvetage a été brutalement coupée. L'aide limitée du Mexique, d'environ 20 000 barils par jour, est insuffisante pour combler le déficit. Il en résulte une cascade de coupures de courant qui paralysent désormais le quotidien, affectant les transports, la production et la distribution.

Les voies d'approvisionnement énergétique restantes à Cuba sont peu nombreuses et peuvent être facilement perturbées. De ce fait, un isolement accru est relativement peu coûteux pour Washington, mais économiquement dévastateur pour une île dont la capacité excédentaire limitée dépend depuis longtemps d'accords énergétiques extérieurs plutôt que d'une souveraineté totale.

Pression sans révolte

Malgré l'ampleur de l'effondrement, la pression économique n'a pas provoqué de rébellion. La crainte du chaos, de la violence et des représailles a renforcé la cohésion des élites et la passivité sociale. Le souvenir des troubles qui ont suivi l'effondrement d'États ailleurs dans le monde postsocialiste a encouragé la prudence plutôt que la mobilisation. La pression renforce l'État au lieu de le fragiliser.

Cette pression engendre l'émigration. Les Cubains partent au lieu de se soulever. Depuis 2021, des centaines de milliers ont quitté l'île, souvent via des pays tiers et des routes irrégulières vers les États-Unis. Ce mouvement n'est pas un plébiscite idéologique, mais une réponse rationnelle à la dégradation des conditions matérielles, à l'effondrement des infrastructures et à l'absence de perspective de redressement.

Cependant, une fois que les migrants atteignent la frontière américaine, le lien de causalité disparaît. Les difficultés économiques engendrées par les sanctions, les perturbations de l'approvisionnement énergétique et la dépendance structurelle sont réinterprétées comme la preuve que les populations « fuient le communisme ». La migration devient une preuve plutôt qu'une conséquence, et la preuve devient un mandat. Les difficultés justifient la pression, la pression engendre la migration, et la migration légitime de nouvelles restrictions.

Mémoire, politique de l'exil et pouvoir américain

Depuis la révolution de 1959, Cuba occupe une place singulière dans l'imaginaire politique américain. Le renversement de la dictature de Batista, soutenue par les États-Unis, et le ralliement rapide de l'île à l'Union soviétique ont non seulement engendré un État adverse, mais aussi constitué un affront permanent à l'autorité américaine sur l'hémisphère. Le débarquement de la baie des Cochons, la crise des missiles de Cuba et des décennies d'embargo, d'opérations clandestines et d'isolement diplomatique ont transformé Cuba en un problème de la guerre froide dont la portée symbolique a largement dépassé son importance stratégique.

Même après l'effondrement de l'Union soviétique, la survie de Cuba est restée une anomalie non résolue pour nombre de personnes à Washington. Le bref processus de normalisation sous Barack Obama a été important précisément parce qu'il a rompu avec cette logique en traitant Cuba comme un État normal plutôt que comme une aberration historique.

Son revirement durant le premier mandat de Trump – et maintenant sous le secrétaire d'État Marco Rubio – a rétabli une politique à l'égard de Cuba axée sur la mémoire plutôt que sur la gestion.

Cette politique de la mémoire est depuis longtemps orchestrée par la communauté cubano-américaine en exil, notamment à Miami, où l'anticommunisme s'est mué en un régime idéologique structuré, doté d'une influence électorale, financière et institutionnelle. Le parcours politique de Rubio illustre parfaitement cette structure. Sa rhétorique n'est pas fondée sur des faits, mais sur une vision eschatologique : le capitalisme est toujours imminent, Cuba est toujours au bord du gouffre et l'histoire exige perpétuellement une rédemption. Le style de gouvernement de Trump – caractérisé par le mépris des règles, le goût du spectacle et l'impatience face aux contraintes – a fourni le tempérament exécutif nécessaire pour traduire cette vision du monde en politique.

Invoquer la théorie : l'économie comme autorité

Au sein de cet écosystème politique, certains courants de pensée en économie de l'immigration sont passés du débat académique à la justification politique. Comme l'a averti John Maynard Keynes : « Les hommes pragmatiques, qui se croient à l'abri de toute influence intellectuelle, sont généralement les esclaves d'un économiste dépassé. » Son argument n'était pas que les idées économiques perdurent, mais plutôt que, détachées des contextes intellectuels et institutionnels qui les ont engendrées, elles acquièrent une dangereuse autonomie, se transformant d'arguments en autorité.

La nouvelle [analyse](#) de George J. Borjas sur la crise de Mariel illustre ce processus. Borjas a soutenu que l'afflux soudain de travailleurs cubains en 1980 avait entraîné une baisse des salaires des travailleurs les moins qualifiés à Miami, une affirmation formulée des décennies après la [conclusion initiale](#) de David Card, qui n'avait constaté aucun effet significatif sur les salaires. Ces résultats ont été immédiatement contestés. Des réévaluations ultérieures, utilisant des définitions plus larges du marché du travail et des méthodes de contrôle synthétiques, n'ont révélé aucun effet statistiquement significatif sur les salaires une fois les critères d'échantillonnage assouplis. Des études approfondies sur l'immigration concluent que les effets agrégés sur les salaires à long terme sont généralement faibles et souvent positifs, une fois pris en compte les gains de productivité et les complémentarités. Borjas lui-même a reconnu la sensibilité de ses conclusions aux hypothèses sous-jacentes.

Cependant, une fois traduites en discours politique, les nuances disparaissent. Les restrictions à l'immigration cessent d'apparaître comme une option politique présentant des avantages et des inconvénients et deviennent une nécessité apparente. Dans la lignée de la formulation keynésienne, Borjas incarne ici l'archétype de « l'économiste décédé » : il n'est pas absent, mais abstrait, cité hors contexte et transformé en une autorité morale. La souffrance cubaine engendre la migration ; la migration est perçue comme une menace économique ; les restrictions deviennent impératives ; et les restrictions renforcent les pressions mêmes qui provoquent les déplacements de population.

La migration comme mandat

Ce qui unit la politique d'exil de Miami, l'économie de l'immigration sélective et la crise actuelle de Cuba, c'est un même circuit politique. L'anticommunisme fournit le cadre moral, l'économie technocratique le prétexte et le pouvoir exécutif la capacité de coercition. La pression engendre la migration ; la migration légitime la restriction ; et la restriction, à son tour, autorise une pression accrue. La détérioration de la situation à Cuba n'est pas perçue comme un échec politique, mais plutôt comme sa justification.

Ici, le discours humanitaire boucle la boucle. Les sanctions sonnent punitives, les embargos agressifs, mais les « couloirs humanitaires », la « stabilisation » et la « protection » paraissent réticents et moralisateurs. La migration confère un sentiment d'urgence, l'humanitarisme une légitimité, et la coercition s'insinue insidieusement. Ce qui commence comme une pression économique se transforme en obligation.

Ceci est important car l'administration Trump a démontré sa volonté de présenter l'escalade coercitive comme une nécessité humanitaire. Des mesures telles que les saisies d'avoirs, l'imposition de sanctions extraterritoriales et la divulgation publique d'options militaires ont été justifiées non comme des instruments de pression délibérés, mais comme des réponses forcées à un effondrement. La situation géographique de Cuba garantit que toute migration forcée résultant de l'effondrement de l'État se dirigerait rapidement et massivement vers les États-Unis, en contradiction avec une administration Trump qui s'est définie par des restrictions migratoires, des opérations de répression massives et l'extension des pouvoirs de l'ICE. Ce qui serait présenté comme une

urgence humanitaire à l'étranger serait ainsi géré comme une menace pour la sécurité nationale. Les mêmes pressions utilisées pour justifier l'intervention seraient utilisées pour légitimer la détention, l'interception et l'exclusion.

Si la pression aboutit à une invasion ou à l'effondrement du régime provoqué de l'extérieur, le résultat probable ne sera pas une transition démocratique, mais une désintégration institutionnelle. Les structures étatiques cubaines, aussi répressives et inefficaces soient-elles, continuent d'organiser la distribution alimentaire, les soins de santé, l'allocation de l'énergie et le maintien de l'ordre intérieur. Leur suppression brutale risquerait de provoquer une crise humanitaire d'une ampleur bien plus importante que l'actuelle, avec des déplacements massifs de population, l'effondrement des services essentiels et une concurrence violente pour les ressources rares. Pour les États-Unis, cela impliquerait non seulement une responsabilité morale, mais aussi un choc migratoire bien plus important que celui invoqué actuellement pour justifier l'escalade du conflit.

Par conséquent, Cuba n'est pas gouvernée comme une société réelle et complexe, avec ses limites d'adaptation, mais comme un problème symbolique exigeant une solution. Ses souffrances deviennent une épreuve, et l'épreuve un mandat. Ce qui est présenté comme inévitable est en réalité le fruit d'un cercle politique très fermé, qui menace d'engendrer des conséquences que ni Washington ni le peuple cubain ne sont prêts à maîtriser.

**Sahasranshu Dash est chercheur associé au Centre international d'éthique appliquée et d'affaires publiques (ICAEP), un organisme de recherche indépendant basé à Sheffield, au Royaume-Uni.*

Des nouvelles du CAPMO

Lundi 2 février 2026

**Journée de grève des organismes de défense collective des droits
pour exiger un rehaussement du financement à la mission**

Lancement du livre :

**Vingt ans d'engagement avec Action-Habitation (1975-1995)
18 février 2026 17h à 19 h à l'ENAP, 555 boul. Charest Est à Québec**

Dans le cadre du Mois de l'Histoire des Noirs

Soirée mensuelle du 19 février 2026 18h 30, 2ème étage du 435 rue du roi à Québec

Que savons-nous du profilage racial à Québec ?

Conférence de Maxim Fortin

Organisé avec le COPAQ

Manifestation pour la justice sociale

Stop au saccage du filet social, stop à la dérive antidémocratique

Vendredi 20 février à 12 h au Parc de l'Amérique française

Soirée mensuelle du 19 mars 2026

Éco-féminisme et Justice climatique

Animée par le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale nationale (RGF-CN)

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec